



ARRÊTÉ DU MAIRE AT 242/22

AUTORISANT DES TRAVAUX DE REFECTION DES ACCES AUX N° 17 ET 21 RUE EMILE ANDRIEU

Le Maire de la Commune de SAINT-JUERY, Conseiller départemental,

VU les articles L 2212.2 et L 2213.2 du Code Général des Collectivités Territoriales,
VU le Code Pénal et notamment l'article R 610-5 et suivants,
VU le Code de la Route et notamment les articles R 417-10 et suivants,

CONSIDERANT la demande de l'entreprise SPIE Batignolles, mandatée par la communauté d'agglomération du grand Albigeois en vue des travaux de réfection des accès aux habitations des numéros 17 et 21 rue Emile Andrieu dans la période du Lundi 10 au Vendredi 21 Octobre 2022 pour une durée de deux jours.

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de régler la circulation, le stationnement et d'assurer la sécurité lors de ces travaux.

- A R R E T E -

Article 1 : L'entreprise SPIE Batignolles est autorisée à effectuer les travaux énoncés dans sa demande du lundi 10 Octobre 2022 au vendredi 21 Octobre 2022 inclus.

Article 2 : La stationnement sera interdit au droit des travaux.

Article 3 : La circulation sera régulée par alternat avec feu tricolore rue Emile Andrieu

Article 4 : L'espace occupé devra être restitué dans l'état de propreté dans lequel il a été trouvé.

Article 5 : Sécurité et signalisation de chantier

Le bénéficiaire devra signaler le chantier conformément aux dispositions suivantes :

-il aura la charge de la signalisation réglementaire du chantier de jour comme de nuit, et sera responsable des accidents pouvant survenir par défaut ou insuffisance de cette signalisation.

La signalisation sera conforme à la réglementation en vigueur à la date du chantier telle qu'elle résulte notamment de l'Instruction Interministérielle du 24 novembre 1967 modifiée sur la signalisation routière, livre 1 – 8^{ème} partie.

Article 6 : Responsabilité

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l'installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme

duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 7 : Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être placé en fourrière selon un ordre de réquisition de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le cadre de ses pouvoirs de Police.

Article 8 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Saint-Juéry dans le délai de deux mois à compter de sa publication et à défaut devant le Tribunal Administratif de Toulouse.

Article 9 : Le Directeur Général des Services, la Police Municipale de Saint-Juéry, le Commissaire divisionnaire, le Directeur Départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à SAINT-JUÉRY, le 26 Septembre 2022
Le Maire,
David DONNEZ

Publié le :

